

Cours 3, 4 et 5 Le temps des démocraties populaires

I. La mise en place de l'ordre stalinien en Europe de l'Est

1. Entre 1945 et 1949, huit pays d'Europe de l'Est adoptent des régimes communistes

- En 1945, l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne sont libérées par l'armée soviétique. En Yougoslavie, où le parti communiste dirigé par Tito a joué un rôle majeur dans la résistance contre le nazisme, les communistes accèdent au pouvoir dès les élections de novembre. Dans les autres pays d'Europe de l'Est, les communistes participent dans un premier temps à des gouvernements d'union nationale et s'assurent la mainmise sur les ministères clés (intérieur, justice, armée, économie), grâce à la pression de l'armée Rouge, demeurée sur place. Toujours avec l'appui de l'URSS, cette stratégie, dite du «cheval de Troie», leur permet d'écarter de leur poste les ministres non communistes, les uns après les autres (tactique dite du «salami»). Dès 1946, Churchill peut affirmer dans son discours de Fulton: «De Stettin, dans la Baltique, à Trieste, dans l'Adriatique, un rideau de fer est tombé sur le continent». Les Occidentaux évoquent la «sphère communiste» d'Europe orientale et centrale.
- En effet, dans le contexte du début de la guerre froide, Staline souhaite que ces pays forment un «glacis» de protection pour l'URSS. En 1947, les pays «satellites» refusent l'aide du plan Marshall, comme l'Union soviétique. Les représentants des formations politiques opposées au communisme sont déportés, emprisonnés ou contraints de s'exiler vers l'Europe de l'Ouest. Malgré de violentes protestations, les puissances occidentales interviennent peu face à ces événements. Seule la politique d'**endiguement** proposée par le Président américain Truman semble capable de freiner l'expansion du communisme en Europe de l'Est.
- En Tchécoslovaquie, l'éviction des autres formations politiques prend la forme d'un coup d'État («coup de Prague», en février 1948), rendu très spectaculaire par le suicide du ministre des affaires étrangères. Là encore, les puissances occidentales refusent d'intervenir, mais effectuent des préparatifs militaires (signature d'un accord à Bruxelles, en 1948). L'année suivante, suite à la crise de Berlin, la **RDA** devient à son tour une **démocratie populaire**.

2. La stalinisation des démocraties populaires

- Ces pays sont tous membres du **Kominform** et leurs partis communistes sont inféodés au PCUS. Lors de la conférence de novembre 1947, Jdanov présente aux dirigeants des partis communistes européens son rapport sur la division du monde en deux camps, et leur ordonne de se retourner, avec l'URSS, contre le nouvel ennemi: l'impérialisme américain. Par la suite, les dirigeants des démocraties populaires jugés insuffisamment soumis à Staline sont éliminés et remplacés: c'est le cas de Gomulka, en Pologne, qui est écarté du pouvoir, comme de Rajk, en Hongrie (1949) et Slansky, en Tchécoslovaquie (1952), qui sont exécutés.
- La stalinisation se traduit également par une propagande politique active: culte de la personnalité, révision des manuels scolaires, utilisation des intellectuels et des artistes à des fins de propagande. De surcroît, les autorités mettent en place une politique de surveillance, d'embrigadement ou de répression à l'encontre des populations civiles.
- Seule, la Yougoslavie de Tito rejette la volonté de Staline de dominer l'ensemble des pays communistes, malgré les pressions de l'URSS (rappel à Moscou des conseillers militaires et civils, par exemple). En 1948, le Kominform exclut la Yougoslavie de Tito, et les pays de l'Est mettent en place un blocus contre le pays, ce qui n'empêche pas le dirigeant de poursuivre la mise en place d'une politique de «socialisme national» dans l'indépendance.

3. La socialisation des économies dans les démocraties populaires

- L'URSS impose à ses «pays frères» un développement économique fondé sur son propre modèle. Les terres sont peu à peu collectivisées: confiscation des grands domaines et redistribution des terres, mise en place de fermes d'**État** et de **coopératives agricoles** calquées sur le modèle soviétique et de «stations de machines et de tracteurs». À la fin des années 1950, la collectivisation de l'agriculture est achevée dans les démocraties populaires, sauf en Pologne, où cette politique se heurte à l'hostilité de la population, et où les autorités ne peuvent l'achever. C'est le seul pays d'Europe de l'Est dans lequel le secteur privé demeure majoritaire.
- Les industries lourdes sont **nationalisées** et soumises à une **planification**, y compris en Yougoslavie, qui demeure influencée par le modèle stalinien malgré la rupture politique entre les deux pays. On observe ainsi dans les démocraties

populaires une progression forte du secteur industriel au cours des années 1950 et 1960 (8 à 13% en moyenne annuelle). L'image des «grands chantiers», symboles de la puissance industrielle, est largement relayée par la propagande. C'est le cas par exemple des complexes métallurgiques de Nowa Huta (Pologne) et de Stalınvaros (Hongrie). Cependant, il subsiste dans ces pays un secteur privé pour les entreprises de moindre importance.

- Les économies des démocraties populaires deviennent de ce fait très dépendantes de l'URSS: selon les pays, de 30 à 60% des échanges se font avec le «grand frère» soviétique. En 1949, l'URSS met en place le **CAEM**, qui organise cette dépendance et réoriente définitivement le commerce extérieur des démocraties populaires vers le bloc communiste. On voit donc apparaître dans les pays communistes d'Europe de l'Est les mêmes dysfonctionnements qu'en Union soviétique: pénuries de biens alimentaires (l'agriculture est sacrifiée au bénéfice de l'industrie) et de biens de consommations courants. De même, la priorité donnée à l'industrie lourde s'effectue au détriment du niveau de vie des populations: le rationnement subsiste jusqu'au milieu des années 1950 pour les démocraties populaires. Inversement, la **bureaucratie** assure le pouvoir et les privilèges d'une minorité d'**apparatchiks** formant la **nomenklatura**. Ces difficultés entraînent des mécontentements qui s'expriment par des grèves ou des émeutes populaires, assez rares toutefois, car systématiquement réprimées.

II. Les révoltes des années 1950 et les stratégies réformistes

1. L'échec des premières tentatives de réformes

- La mise en place dans les démocraties populaires du système économique stalinien, calqué sur l'URSS, entraîne les mêmes effets pervers qu'en Union soviétique: en particulier le faible niveau de vie des populations et leurs difficultés à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires. Le rejet de ce système et de la présence soviétique explique les manifestations qui ont lieu après la mort de Staline (1953), notamment en RDA. Les dirigeants soviétiques qui succèdent à Staline font du niveau de vie des populations une priorité. Ainsi, Khrouchtchev lance en URSS une politique économique dont l'objectif est d'augmenter la production agricole. C'est un signe de changement pour les démocraties populaires. En 1956, deux révoltes éclatent en Pologne et en Hongrie. La paysannerie polonaise rejette la collectivisation agricole dès le début de sa mise en place, au point de contraindre le gouvernement communiste à la freiner. La population hongroise s'oppose également à la socialisation des moyens de production, mais la révolte est écrasée dans le sang en 1956.

- Face à ces révoltes, les autorités communistes s'efforcent de mieux prendre en compte les besoins des populations. En Pologne et en Hongrie, les **plans quinquennaux** sont revus et accordent plus de place à la production agricole, comme en URSS, et aux investissements dans la construction de logements. La collectivisation de l'économie est freinée, même si elle n'est pas abandonnée. De ce fait, la production agricole augmente, les privations et les pénuries sont atténuées, et le niveau de vie des populations des démocraties populaires se redresse.

- Le retour partiel au modèle stalinien s'effectue à partir de la fin des années 1950: après les révoltes polonaise et hongroise, l'URSS souhaite limiter les expériences de «socialisme national» dans les démocraties populaires. La collectivisation agricole reprend progressivement en Europe de l'Est (à l'exception de la Pologne) et démotive les paysanneries. Une **planification micro-économique** est imposée aux entreprises, qui subissent la lourdeur de la bureaucratie. La croissance économique se ralentit de nouveau. La conséquence principale de ce retour en arrière est sans aucun doute l'aggravation du fossé entre le niveau de vie des populations du bloc communiste et celui des populations d'Europe occidentale.

2. La relance des réformes (1965-1970)

- À partir du milieu des années 1960, les dirigeants communistes tentent à nouveau de réformer le système, sans toutefois abandonner sa nature communiste. En URSS, l'économiste Liberman fait adopter une réforme de décentralisation de la planification (1965). Les démocraties populaires semblent également s'engager dans cette voie: ainsi, en Tchécoslovaquie, le parti communiste va encore plus loin en approuvant un programme inspiré par un autre économiste, Ota Sik, fondé sur la notion de «**socialisme de marché**». Cependant, la remise en cause par ces réformes des privilèges de la nomenklatura et la tentative de restaurer une démocratie politique n'est pas acceptée par l'URSS qui décide, en 1968, d'écraser le «**printemps de Prague**». Cette répression met fin aux tentatives de réformes du système en Tchécoslovaquie.

- En Hongrie, le Parti communiste dirigé par János Kádár s'engage à partir du milieu des années 1960 dans une politique de réformes économiques: le développement du secteur privé est encouragé, en particulier dans les domaines de l'agriculture et du commerce. L'objectif est d'améliorer le ravitaillement des populations et de mettre fin aux pénuries. Cet effort est financé grâce à l'aide de l'URSS et la réduction des dépenses militaires. Ce modèle économique nouveau, qui mêle communisme et libéralisme, est baptisé «**communisme du goulasch**». Il ne s'accompagne cependant pas d'une réforme politique d'une même envergure, malgré une certaine libéralisation (des personnalités non communistes sont nommées à des postes de responsabilité, par exemple).

- Le cas de la Yougoslavie illustre un modèle d'organisation économique et sociale différent de celui des autres pays communistes. Dès les années 1950, le système économique est décentralisé dans les six Républiques de la fédération

yougoslave. Le système repose également sur l'autogestion: au niveau des entreprises, des conseils d'ouvriers élisent leurs dirigeants, y compris le directeur général. Toutefois, la décentralisation et les tensions politiques entre les différentes nationalités freinent considérablement le développement économique et renforcent les disparités de production et de niveau de vie entre les Républiques.

3. Le bilan des réformes

- Le bilan global des réformes est décevant: le fossé entre la production dans les pays communistes d'Europe de l'Est et celle de l'Europe occidentale n'a cessé de s'accroître. Ainsi, vers le milieu des années 1970, près de 80% des importations des démocraties populaires sont des biens manufacturés produits à l'Ouest. Et les matières premières représentent les deux tiers des exportations des pays communistes. D'autre part, la balance commerciale du CAEM est largement déficitaire, et les démocraties populaires sont de plus en plus endettées (leur dette envers les banques occidentales fait plus que quadrupler entre le début et le milieu des années 1970).
- La planification rigide et le manque d'innovation (entraînant un retard technologique par rapport à l'Ouest) expliquent cette stagnation économique. La planification, efficace pour la production d'industrie lourde, n'a pas permis à ces pays de mettre en place une production efficace et diversifiée de biens de consommations. Il est significatif que la Hongrie, seul pays d'Europe de l'Est ayant connu une croissance du niveau de vie de sa population, est la seule démocratie populaire à avoir réellement assoupli sa planification.
- Les stratégies réformistes ont également entraîné une différenciation marquée entre le niveau de développement des démocraties populaires: les États les plus développés (Tchécoslovaquie, RDA, Hongrie) sont ceux qui ont adopté l'élévation du niveau de vie de leur population comme priorité. Les infrastructures économiques des autres démocraties populaires, comme celle de la Roumanie par exemple, demeurent très lacunaires et vétustes.

III. La disparition des démocraties populaires

1. L'entrée en jeu progressive des sociétés civiles

- Jusqu'au début des années 1970, la **dissidence** se limite dans les démocraties populaires à des revendications de groupes minoritaires, pour la plupart clandestins. Mais avec les difficultés économiques, aggravées par la crise mondiale, le mouvement de contestation s'amplifie et s'élargit à la **société civile**. Dans l'ensemble du bloc de l'Est, des intellectuels dénoncent les atteintes aux droits de l'homme perpétrés par les régimes communistes. Ils s'appuient sur le texte de l'Acte final de la **Conférence d'Helsinki** (1975) et commencent à trouver une audience de plus en plus importante dans la population, malgré les tentatives des pouvoirs en place pour les museler. C'est le cas, par exemple, de la «Charte des 77», publiée à Prague par plusieurs centaines d'opposants en 1977.
- C'est en Pologne que le mouvement de contestation s'élargit le plus tôt à l'ensemble de la société. Suite à une hausse des prix alimentaires décidée en 1976 par le gouvernement, des manifestations ouvrières spontanées ont lieu dans plusieurs villes du pays. Celles-ci sont réprimées, mais l'année suivante, des intellectuels et des ouvriers fondent le KOR (Comité de défense des ouvriers) qui lance un «Appel à la population et aux autorités de la Pologne» condamnant cette répression. Sous la pression de l'Occident et de l'Église polonaise, le gouvernement est contraint de céder à la pression du KOR et amnistie les victimes de la répression.
- Le mouvement s'amplifie en 1980 avec la grève des chantiers navals de Gdansk, qui aboutit à la création du syndicat «**Solidarité**», dirigé par Lech Walesa. Face au succès de ce syndicat qui regroupe rapidement des millions d'ouvriers, le pouvoir communiste est contraint de céder: il reconnaît officiellement «Solidarité». Pour la première fois dans une démocratie populaire, le parti communiste doit composer avec un contre-pouvoir. L'année suivante, l'élection d'un pape polonais, Jean-Paul II, est ressentie comme un soutien par une grande majorité de la population. Toutefois, devant l'imminence d'une intervention soviétique, le général Jaruzelski décide de rétablir l'ordre et décrète «l'état de guerre». Les dirigeants de «Solidarité» sont emprisonnés et le droit de grève interdit.

2. La contestation s'amplifie dans les années 1980

- Dans l'ensemble des démocraties populaires, il existe une rupture évidente entre l'État communiste et la société civile. Des intellectuels font circuler la littérature interdite clandestinement, organisent des «forums démocratiques», publient des manifestes. Et la jeunesse se tourne de plus en plus vers le modèle occidental. Les partis communistes ne cèdent cependant pas de terrain, et cette contestation croissante n'entraîne pas de réformes politiques.
- L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985 marque un tournant décisif pour les démocraties populaires. Sa politique de réformes aboutit en URSS à une libéralisation de l'information et à une démocratisation de la vie politique. Gorbatchev encourage les dirigeants des partis communistes d'Europe de l'Est à suivre cette voie. La réaction des démocraties populaires est partagée: la Pologne et la Hongrie, qui pratiquent déjà une politique de

relative ouverture, se montrent très favorables à la nouvelle politique proposée par l'URSS. Ainsi, l'équipe dirigeante polonaise, qui a libéré dès 1982 les dirigeants de «Solidarité» et accepté de négocier avec Walesa, se sent encouragée dans sa politique de libéralisation. En revanche, la RDA, la Roumanie, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie refusent de se rallier à la politique de réformes.

● À la fin des années 1980, une conjonction de facteurs est en place dans les démocraties populaires, qui explique le grand bouleversement de l'année 1989: une situation économique dramatique, bien qu'inégale d'un pays à l'autre; des États de plus en plus coupés des sociétés civiles; une influence croissante du modèle occidental sur les populations; et, surtout, une attitude radicalement nouvelle de l'Union soviétique à l'égard des démocraties populaires. Ainsi, au cours d'une réunion des membres du Pacte de Varsovie en juillet 1989, Gorbatchev reconnaît à chaque pays le droit de «développer la ligne politique et la stratégie qui lui est propre.»

3. 1989 : l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est

● La Pologne et la Hongrie ouvrent la voie au mouvement qui renverse en moins d'un an tous les régimes communistes d'Europe de l'Est. En avril 1989, après une succession de grèves, le gouvernement polonais est contraint de signer un accord prévoyant le rétablissement du pluralisme syndical et de nouvelles institutions partiellement démocratiques. Les élections de juin 1989 sont remportées par les opposants au régime, regroupés autour de «Solidarité». Et pour la première fois dans l'histoire des démocraties populaires, un non-communiste, Tadeusz Mazowiecki, devient chef de gouvernement. La Hongrie, dirigée par des communistes réformateurs, accorde dès janvier 1989 la liberté d'association et de manifestation à sa population. Quelques mois plus tard, le gouvernement rétablit le pluralisme politique et reconnaît officiellement les «valeurs de la démocratie». Le parti communiste devient en octobre le «parti socialiste hongrois».

● La Hongrie décide également d'ouvrir ses frontières vers l'Autriche. Cette décision, acceptée par les Soviétiques, entraîne immédiatement un exode important des Allemands de l'Est vers l'Europe de l'Ouest. Et contre toute attente, les dirigeants de la RDA réagissent en décidant l'«ouverture» du mur de Berlin. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, devant les caméras de télévision du monde entier, des milliers de Berlinois de l'Est et de l'Ouest participent dans l'enthousiasme à la destruction du mur.

● Les régimes des démocraties populaires annoncent les uns après les autres leur ralliement au multipartisme et à l'économie de marché. Ils organisent également des élections libres pour l'année 1990. Seule la Roumanie connaît une transition sanglante vers la démocratie: en décembre 1989, le dictateur Nicolae Ceaucescu est renversé par une révolte populaire soutenue par l'armée, à la suite de laquelle il est exécuté. En 1990, dans l'ensemble de ces pays, les élections aboutissent à la défaite des candidats communistes. La même année, l'Allemagne est réunifiée.